

HISTOIRE CONTEMPORAINE

1930-33: la Suisse dans la tourmente

Le dixième volume des «Documents diplomatiques suisses» permet de mieux comprendre l'attitude des autorités fédérales face à la crise économique européenne

Couvrant les trois premières années de la grande dépression des années 1930, le dixième volume des *Documents diplomatiques suisses*, préparé par Mauro Cerutti, Jean-Claude Favez et Michèle Seemüller¹, est une contribution de première valeur à l'approche d'un ensemble de faits situant le comportement des autorités fédérales face à la crise:

Par **Gérald ARLETTAZ**

Désarroi du système international incarné par la Société des Nations, repli des Etats sur des politiques économiques de plus en plus égoïstes, affirmation et multiplication des régimes totalitaires, telles sont les nouvelles données du rapport des forces en présence. Pour la Suisse, la densité des événements et leur répercussion sur le système politique sont déjà partiellement connues grâce aux travaux des professeurs Bonjour, Ruffieux et Jost, ainsi qu'à un certain nombre d'études sur des secteurs plus particuliers. Pour la première fois, cependant, nous disposons d'un corpus de quelque 450 documents issus des Archives fédérales illustrant, dans leur quotidienneté, la complexité des problèmes posés à la Suisse et à sa politique extérieure.

Vers un désarmement commercial

La défense des intérêts économiques du pays et l'adaptation aux nouvelles conditions du marché mondial tiennent indiscutablement une place prioritaire, reflétée par le nombre élevé de textes provenant de la Division du commerce (22% de l'ensemble). La chute brutale des exportations, le déficit de la balance des revenus (dès 1931), l'échec des tentatives de concertation internationale contraignent le Conseil fédéral à proposer aux Chambres des mesures limitant les importations et introduisant le système des contingentements.

D'autre part, les avoirs suisses en titres étrangers et les crédits accordés par les huit grandes banques du pays atteignant 8 à 9 milliards de francs, le Conseil fédéral et la Banque nationale se montrent particulièrement sensibles aux mesures de blocage des capitaux décrétées dans plusieurs pays, notamment en Allemagne où les créances suisses représentent près du quart de l'ensemble des placements à l'étranger. Les négociations avec l'Allemagne se révèlent particulièrement difficiles.

Elles sont ponctuées par la dénonciation du Traité de commerce de 1926 et par la volonté helvétique d'obtenir un traitement de faveur à la suite du moratoire allemand du 9 juin 1933 suspendant partiellement les transferts pour le service des intérêts et pour l'amortissement des prêts consentis par les créanciers étrangers.

Les fondements de la politique suisse en matière d'ordre monétaire et économique se précisent à l'occasion de la Conférence internationale de Londres (12 juin-27 juillet 1933). D'après les instructions du Conseil fédéral, la délégation suisse se montrera opposée à l'idée d'autarcie et reconnaîtra la nécessité de parvenir à la plus grande liberté possible dans le domaine du trafic des capitaux et des marchandises. Contrairement à l'avis des pays anglo-saxons, la Suisse demandera de résoudre en priorité les questions monétaires et financières et ne participera à un désarmement commercial qu'à cette condition. Elle soutiendra, d'autre part, la nécessité d'une politique contractuelle bilatérale.

La «surpopulation étrangère»

Sur le plan politique, dès 1933, les premières difficultés avec le nouveau Reich concernent l'opinion publique et la politique d'asile. En matière de presse, le contentieux revêt deux aspects: les interdictions de journaux suisses par l'Allemagne et le ton de la presse suisse que Motta s'efforcera de modérer. Comme le remarque Häberlin, chef du Département fédéral de justice et police, Hitler est devenu chancelier du Reich, le traiter de «crapule» provoquera la légitime indignation de l'Allemagne.

Quant aux réfugiés, les instructions du Département de justice et police trahissent une conception très restrictive; elles annoncent les lignes directrices de la politique d'accueil qui prévaudra durant la Deuxième Guerre mondiale. «Les Israélites ne doivent être considérés comme réfugiés politiques que s'ils ont dû fuir pour des motifs d'ordre politique; le boycottage n'est pas considéré comme un motif de ce genre» (7 avril 1933); «...en raison de la surpopulation étrangère, il est nécessaire que nous apportions la plus grande attention à leur afflux sur notre sol. Malgré les événements actuels..., nous devons avant tout nous opposer, par tous les moyens que nous avons à disposition, à ce que des éléments de mœurs différentes des nôtres s'établissent chez nous». (31 mars 1933.)

Sauvegarder le franc

Un ensemble de documents élaborés dans une période troublée, où les événements paraissent se précipiter, donne l'impression d'un bouleversement des conceptions politiques et des mécanismes institutionnels en vigueur. Toutefois, l'étude du discours, l'approche des réflexes du personnel politique directement confronté à l'accélération des défis posés au système suisse pourraient révéler des

Marché devant le Palais fédéral dans les années trente. Photographie de Paul Senn parue dans «Images de la Suisse» (Jean Genoud, coll. La mémoire de l'œil).

attitudes dont les origines remontent au-delà des années 1930. Ainsi, dans le domaine économique et financier, les mesures de défense ne sont pas conçues comme une remise en cause de la politique libérale traditionnelle. Au contraire, elles sont vues comme des «adaptations» momentanées à un marché mondial profondément perturbé. Dans cette optique, la foi dans un franc lourd, mais stable, basé sur le maintien de l'étalon-or, doit notamment permettre la sauvegarde des valeurs suisses à l'étranger. La compression des coûts de production, jugée nécessaire à la relance de l'exportation, se fera par une politique déflationniste.

Constantes idéologiques

De même, les fondements de l'attitude des autorités fédérales face aux réfugiés découlent du traumatisme déclenché avant et pendant la Première Guerre mondiale (15% d'étrangers au recensement de 1910). Dès cette époque, la littérature officielle, l'opinion publique et même l'historiographie nationale évoquent constamment les risques de «surpopulation étrangère», d'«invasion»,

de «dénationalisation», de «dépendance économique», quand elles ne se lancent pas dans des analyses ouvertement xénophobes.

● Divers auteurs:
DOCUMENTS
DIPLOMATIQUES SUISSES,
Vol. X
(Benteli)

En définitive, si les documents de crise mettent en évidence l'importance des répercussions économiques sur la nature des processus de décision, ils illustrent également la persistance de constantes idéologiques dans une société dont les acteurs privilégiés sont pourtant confrontés à une remise en cause de leurs intérêts particuliers. Présenté à l'aide d'un appareil critique magistral, le volume des «Documents diplomatiques suisses» publié par l'Université de Genève constitue une somme appréciable que les historiens suisses se doivent encore d'enrichir et surtout d'analyser.

¹ Avec la collaboration de Youssef Cassis, Yves Gaillard et Ladislav Mysyrowicz.



HISTOIRE CONTEMPORAINE

Le Parti communiste et les intellectuels

Jeannine Verdès-Leroux démontre que le PCF n'a pas entraîné ni regroupé ceux qui ont véritablement compté dans la vie intellectuelle et artistique française

Touches par touches, le Parti communiste français sort de l'ombre. Non certes grâce au travail qu'il accomplit sur lui-même pour mieux connaître son passé - car ici tout, ou presque, demeure à faire, tant les audaces dont se targuent certains de ses propres historiens ne sont que des mots - mais grâce à l'effort de mémoire, souvent désintéressé, que fournissent bon nombre de ceux qui le quittent et grâce au patient travail de recherche et d'analyse des spécialistes.

Par **Jean-Claude FAVEZ**

Au terme d'une longue quête, Jeannine Verdès-Leroux dégonfle par exemple l'un des mythes les plus tenaces que le parti entretient encore, celui de ses rapports avec les intellectuels. Contrairement à l'idée reçue, bien au-delà du mouvement communiste, elle peut démontrer qu'à l'exception de quelques noms - inlassablement repris, comme ceux d'Aragon et de Picasso - le parti n'a pas entraîné, encore moins regroupé, ceux qui ont vraiment compté dans la vie intellectuelle et artistique française après la guerre, et cela malgré le vent favorable que la Résistance et la victoire faisaient souffler sur la gauche. Mieux encore, son analyse sociologique des intellectuels communistes fait apparaître un groupe social et culturel auquel convient mieux que tout autre le qualificatif d'idéologue. Ce qui explique entre autres paradoxes le dogmatisme, le fanatisme et l'apolitisme des artistes, écrivains et scientifiques qui se rangèrent alors sous la bannière du PCF.

Contrairement à ce que la rhétorique voudrait faire croire, le conflit auquel certains ont finalement fait

● Jeannine Verdès-Leroux:
AU SERVICE DU PARTI
Le Parti communiste,
les intellectuels et la culture
(1944-1956)
(Fayard/Minuit)
● Roland Marx:
LA VIE QUOTIDIENNE
EN ANGLETERRE
AU TEMPS DE L'EXPERIENCE
SOCIALISTE (1945-1951)
(Hachette)
● Alain Brossat
et Sylvia Klingberg:
LE YIDDISHLAND
RÉVOLUTIONNAIRE
(Balland)

face n'opposait pas la Science à la Révolution, mais plus prosaïquement le service dicté par le parti aux exigences de liberté et de vérité sans le

respect desquelles il n'y a ni art, ni culture, ni savoir. L'ouvrage de Jeannine Verdès-Leroux n'est pas un livre facile à lire. Ses dimensions sont imposantes, sa présentation austère, son écriture pesante. A ceux qui ne pourraient en lire qu'une partie, je conseillerais cependant d'aller jusqu'au bout du chapitre premier, «L'intellectuel communiste français dans la guerre froide, questions de méthode». Par leur précision, leur information, ces soixante pages constituent l'une des plus remarquables introductions que je connaisse à toute lecture du et sur le mouvement communiste.

L'une des idées maîtresses de ce dernier, celle qui le démarque probablement le plus profondément du socialisme démocratique, est l'idée de rupture. Rupture non seulement d'avec le capital, puisqu'il ne peut y avoir entre possédants et prolétaires qu'un état de guerre totale, mais rupture aussi d'avec la sociale-démocratie, coupable d'avoir cru possible de se situer dans l'héritage du mouvement révolutionnaire démocratique.

Les travaillistes aux Communes

En effet ce n'est pas l'idée de rupture qui domine dans les intentions du Labour Party, lorsque les élections d'août 1945 amènent la victoire totale et totalement inattendue des travaillistes aux Communes. Historien de l'Angleterre contemporaine, Roland Marx a eu l'heureuse idée de retracer cette *Vie quotidienne en Angleterre au temps de l'expérience socialiste*. Rupture peut-être pas. Mais transformations assurément, si profondes qu'elles ont modifié jusqu'à

EDITION ROMANDE

vient de paraître

L'AGE D'HOMME

10, Métropole
1007 Lausanne
Diffuseur en France: CDE-Sodis, Lagny

● Urs WIDMER: *Histoires suisses*, coll. Poche suisse, 11,5 x 18 cm, 199 p., Frs. 10.-

DROZ

11, rue Massot
1206 Genève

● Estienne de LA BOËTIE: *Mémoire sur la pacification des troubles*, Ed. par Malcolm Smith, coll. Textes littéraires français, 11 x 18 cm., 128 p., Frs. 25.-

● Rio HOWARD: *La bibliothèque et le laboratoire de Guy de la Brosse au Jardin des plantes à Paris*, coll. Histoire et civilisation du livre, 16 x 24 cm., 144 p., Frs. 40.-

● Diderot Studies, vol. XXI, edited by Otis Fellows and Diana Guiragossian Carr., 16 x 24 cm., 256 p., Frs. 50.-

● Cahiers Ferdinand de Saussure, 36-1982, 16 x 24 cm., 160 p., Frs. 45.-

GEORG

21, Corratier
1211 Genève 11

● César E. DUBLER: *Les clauses d'exception en droit international privé*, coll. Etudes suisses de droit international, 15 x 22 cm., 256 p., Frs. 55.-

● Jean-Pierre REGLI: *Contrats d'Etat et arbitrage entre Etats et personnes privées*, coll. Etudes suisses de droit international, 22,5 x 15 cm., 188 p., Frs. 38.-

● Leandro RODRIGUEZ: *L'honneur dans le droit suisse*, 20,5 x 14,5 cm, 60 p., Frs. 15.-

LABOR ET FIDES

1, rue Beauregard
1204 Genève
Diffuseur en France: Begedis, Paris

● Klauspeter BLASER: *La mission: dialogues et défis*, 21 x 14,8 cm, 101 p., Frs. 19.-

● Suzanne de DIETRICH: *Dessain de Dieu*, coll. Essais bibliques, 14,8 x 21 cm, 271 p., Frs. 22.-

LA BACONNIÈRE

Pré-Landry 2
2017 Boudry
Diffuseur en France: Champion-Slatkine, Paris

● Pierrette MICHELOUD: *Les mots la pierre*, coll. La mandragore qui chante, 14,5 x 21 cm., 120 p., Frs. 16.50.

nos jours une partie du comportement et des mentalités britanniques.

Judaïsme et révoition

Au point de départ de l'enquête d'Alain Brossat et de Sylvia Klingberg, un constat clinique de Pierre Vidal-Naquet: «Le judaïsme de l'Europe de l'Est a été véritablement la banque de sang des mouvements révolutionnaires prolétariens». L'histoire en effet a tiré une traite sanglante sur les militants ouvriers juifs dans cette partie du monde. Après avoir formé des mouvements révolutionnaires importants, comme le Bund, partie intégrante du mouvement social-démocrate russe, qui réclame l'autonomie nationale et culturelle pour les Juifs de l'Empire des tsars, ou comme Poale Zion, qui au contraire préconise un Etat juif, mais socialiste, les ouvriers et intellectuels juifs jouent un rôle important dans la Russie des soviets et dans le Parti communiste. Mais l'extermination nazie achèvera ce que la persécution stalinienne n'est pas parvenue à totalement anéantir. Aussi dans tous les combats qui opposeront fascistes et communistes dans l'Europe des années trente, de l'Autriche à l'Espagne, des militants révolutionnaires juifs d'Europe orientale se retrouveront côte à côte, pour continuer le combat de la révolution contre Staline et contre Hitler. Les survivants vivent aujourd'hui en Israël, dans un Etat bien différent de ce qu'avaient rêvé Borochov et les fondateurs de Poale Zion. En les interrogeant, Alain Brossat et Sylvia Klingberg ont écrit un chapitre passionnant et mal connu d'une histoire qui est la face cachée à la fois de l'histoire juive dominante et de la chronique révolutionnaire consacrée.